



Qu'est ce que la Santé Environnement ?

**Commission d'enquête sur les politiques publiques de Santé
Environnement
&
Plan National Santé Environnement 4**

**Présentation par Elisabeth Toutut-Picard
députée de Haute Garonne
Présidente du Groupe Santé Environnement**

Partie 1

La Santé Environnement, qu'est-ce que c'est ?



Organisation
Mondiale de la
Santé

Concept
apparu dans les
années 1990

« La Santé environnement comprend les aspects de la santé humaine et les maladies déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de notre environnement. Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de résorption, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé. »

Partie 1

La Santé Environnement, qu'est-ce que c'est ?



Organisation
Mondiale de la
Santé

2006

14% de la
mortalité soit
74300 décès par
an liés à la
dégradation de
l'environnement

Institut national
du cancer

Juillet 2019

2200 cancers
mineurs chez un
mineur par an

La Santé Environnement en chiffres

EEA REPORT

Septembre 2020

48000 décès
prématurés par an
en France liés à la
pollution de l'air



Inspection
générale des
affaires sociales

2017

7,5% du PIB sont
liés aux effets
sanitaires de la
dégradation

Partie 1

La Santé Environnement, qu'est-ce que c'est ?



Organisation mondiale de la santé

Londres 1999

« L'environnement est la clé d'une meilleure santé »

« One Health, Une seule santé »

Interactions entre la santé humaine, la faune et les environnements (écosystèmes naturels, espaces de travail, locaux privés et interactions psychosociales)

Dimension sociale

Dimension culturelle

Dimension économique

Dimension éthique

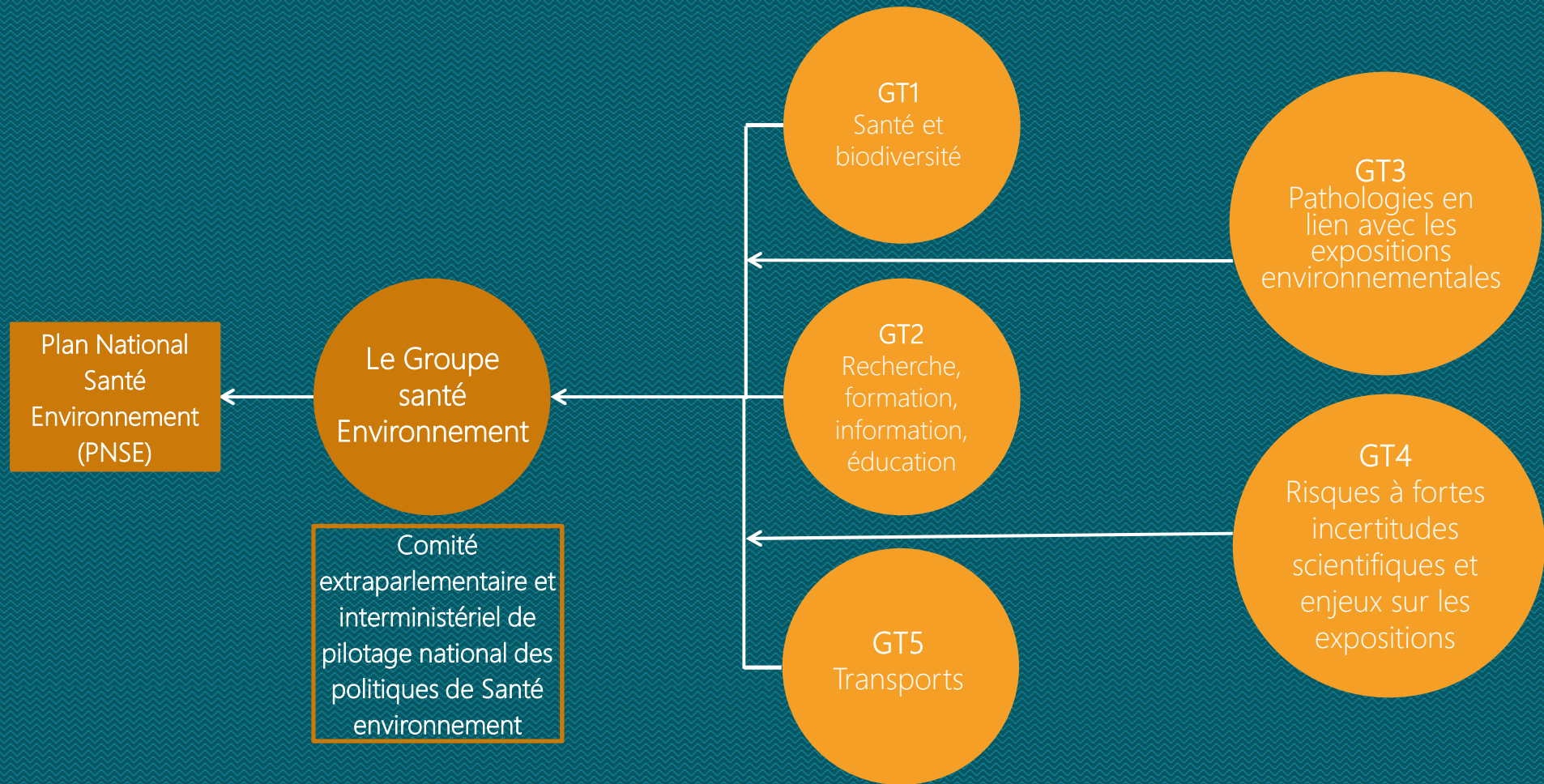
Centres pour le contrôle et la prévention des maladies

Sur les 1 407 agents pathogènes affectant l'humain, 58 % sont en effet d'origine animale (2005)

70 % des maladies infectieuses émergentes sont d'origine animale selon Eric Delaporte, professeur de maladies infectieuses au CHU de Montpellier et directeur d'une unité de recherches Inserm/IRD/université de Montpellier (2021)

Partie 1

Le Groupe Santé Environnement et la planification



Partie 2

La Commission d'enquête sur les politiques publiques de Santé environnementale

**Dépôt de la proposition de
résolution**

15 juin 2020

**Début effectif de la Commission
d'enquête**

Septembre 2020

**Détail de la commission
d'enquête**

12 semaines d'auditions
64 personnes auditionnées

« Le Plan national Santé Environnement est une chance, il est le symbole d'une politique cohérente, profitons-en ! ».

Olivier Toma, porte-parole du Comité Développement Durable Santé (C2DS).

Partie 2

La Commission d'enquête sur les politiques publiques de Santé environnementale Les 61 propositions de la Présidente en 5 thématiques structurantes



Gouvernance

- Créer un poste de délégué interministériel sous l'autorité du Premier Ministre.
- Création d'un office national de santé environnementale (ONSE) et d'un office régional de santé environnementale.
- Renforcement du Groupe Santé Environnement (GSE).



Données

- Collecte et consolidation des données sanitaires et environnementales par une base de données commune : le SE Data Hub.
- Une politique de collecte systématique des données de santé doit être mise en œuvre dans les hôpitaux, en s'appuyant sur des registres créés sur l'ensemble du territoire.



Science et hygiène chimique

- Redéfinir le périmètre de l'ANSES pour circonscrire les risques de conflits d'intérêt.
- Répondre aux enjeux de sobriété chimique en redéfinissant le principe de précaution.
- Evaluer les « co-bénéfiques » des produits en procédant à une expertise pluridisciplinaire avec d'autres expertises de la recherche académique



Formation

- Créer des référentiels de formations à destinations des professionnels de santé, mais également de toutes les professions qui ont des liens avec la santé environnementale.
- Création du département de santé environnementale est créé au sein de la Haute Autorité de Santé (HAS).



Parer les risques les plus urgents

- Agir pour bébé et protection des générations futures.
- Un Toxi-Score pour garantir le droit à l'information des consommateurs.
- Améliorer la recherche sur les alternatives aux phytosanitaires.
- Protéger l'air extérieur et intérieur.
- Protéger l'eau pour protéger la vie.
- Reconnaître l'obésité comme une maladie.
- Les établissements de santé face à leurs responsabilités environnementales.



Partie 3

Plan National Santé Environnement 4

« Avec ce plan, nous faisons le pari d'une meilleure information des citoyens pour les aider à faire les choix de consommation les plus éclairés. En effet la santé environnementale se construit au plus près des Français. Avec les élus de terrain, les collectivités, nous allons travailler encore davantage pour protéger notre biodiversité, nos écosystème et notre santé »

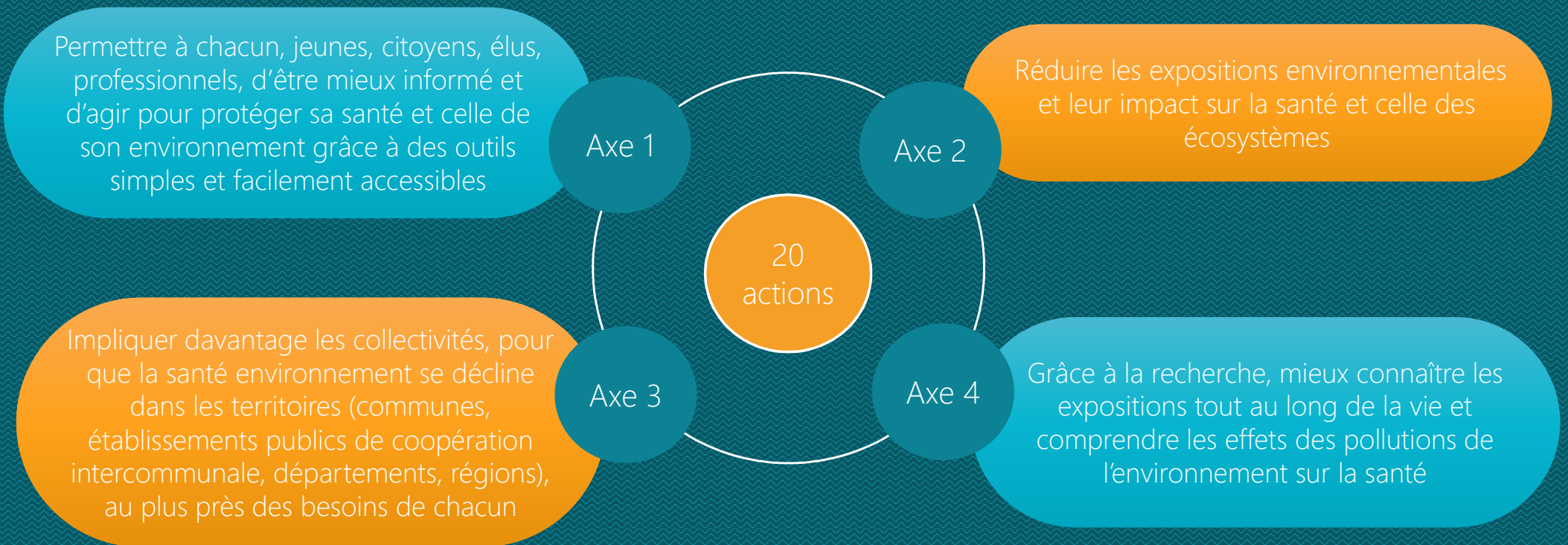
Barbara Pompili.

« Protéger les générations actuelles comme les générations futures est aujourd'hui une responsabilité partagée. C'est pourquoi le PNSE 4 doit permettre à chacun, élus, professionnels de santé et chercheurs, d'agir pour un environnement favorable à la santé »

Olivier Véran.

Partie 3

4 objectifs pour 5 ans



Partie 3

Quelques exemples de recommandations

Mettre à disposition de tous un service numérique public pour connaître la qualité de son environnement immédiat (qualité de l'air extérieur, risque allergique aux pollens, etc.) et les bons gestes à adopter

Eviter les « phénomènes de mousses » parfois observés sur les plages françaises liés à une pollution des eaux par des molécules de détergents pétrochimiques en privilégiant les détergents (liquide vaisselle, lessive, etc.) avec des profils plus favorables pour l'environnement et la santé

Permettre à chacun d'identifier la présence de substances chimiques dangereuses dans des produits du quotidien via une application sur smartphone pour augmenter la transparence et permettre au consommateur de faire des choix éclairés

Mieux informer les propriétaires, en partenariat avec la profession vétérinaire, sur les risques associés aux recours aux produits biocides pour animaux de compagnie (insecticides, désinfectants, répulsifs)

Interdiction des lumières bleues les plus dangereuses dans les jouets des enfants en application des recommandations de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)

Renforcer la surveillance de la santé animale dans le contexte de la crise sanitaire pour prévenir le développement des maladies infectieuses d'origine animale (suivi COVID)

Développer un espace commun de partage des données environnementales en open data, pour alimenter la recherche et l'expertise indépendante et permettre des liens avec des données de santé

Dédier une enveloppe de 90 millions d'euros pour financer des programmes de recherche scientifiques sur :

- les facteurs environnementaux qui, tout au long de la vie, ont un impact sur la santé ;
- les pathogènes émergents, notamment ceux qui se propagent de l'animal à l'homme

Améliorer la lisibilité de l'étiquetage des produits ménagers pour réduire les risques liés à leur utilisation, par exemple avec un étiquetage de type toxiscore. En effet, les français achètent plus d'1 milliard de produits ménagers par an, et la pandémie a eu tendance à accélérer cette tendance puisque les français nettoient et désinfectent plus régulièrement. Ces produits font aujourd'hui l'objet d'un étiquetage complexe qui ne permet pas d'avoir une idée du risque lié à l'utilisation d'un produit en un coup d'œil

Pour consulter le PNSE, le dossier de presse ou la synthèse

<https://www.ecologie.gouv.fr/gouvernement-lance-4eme-plan-national-sante-environnement-environnement-sante>

<https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/les-plans-nationaux-sante-environnement/article/plan-national-sante-environnement-4-pnse-4-un-environnement-une-sante-2021-2025>

